

3.8 Femmes et hommes

En France, un an après les élections de 2017, le Sénat est composé d'environ 30 % de femmes, contre 25 % en 2014. Cette augmentation est le résultat de l'application de la contrainte paritaire dans les départements concernés par le scrutin de liste et des effets de la loi interdisant le cumul des mandats. Les élections législatives qui ont eu lieu en 2017 se sont aussi traduites par une forte progression de la **parité** avec 40 % de femmes députées, contre 26 % en 2012.

En 2017, à l'échelle internationale également, des changements positifs ont été constatés au niveau des normes culturelles et sociales qui structurent la participation des femmes aux élections. Alors que moins d'élections se sont tenues en 2017 que l'année précédente, la proportion de femmes occupant des sièges dans les parlements nationaux a sensiblement progressé.

Au cours des dix dernières années, la présence des femmes sur le marché du travail s'est accrue en France (hors Mayotte) : entre 2007 et 2017, leur **taux d'activité** progresse de 3,1 points ; celui des hommes de 1,2 point. Les écarts de taux d'activité restent cependant encore marqués : en 2017, 67,6 % des femmes de 15-64 ans sont actives, contre 75,6 % des hommes.

À l'exception des professions intermédiaires, la répartition des emplois par catégorie

socioprofessionnelle diffère fortement selon le sexe. Ainsi, 42,9 % des femmes en emploi occupent des postes d'employés, contre 12,6 % des hommes. À l'inverse, 32,1 % des hommes sont ouvriers, contre 8,6 % des femmes. Les hommes sont plus souvent cadres que les femmes (20,6 %, contre 15,2 %). Ils sont également plus souvent agriculteurs ainsi qu'artisans, commerçants ou chefs d'entreprise. Parmi les salariés, les femmes occupent plus que les hommes des emplois en CDD (12,9 % contre 8,8 %), mais elles sont moins fréquemment que les hommes intérimaires ou apprenties.

En 2017, en France (hors Mayotte), 29,6 % des femmes de 15 à 64 ans ayant un emploi l'occupent à **temps partiel**, contre 7,7 % des hommes. Le temps partiel masculin progresse cependant de façon continue, alors que celui des femmes n'a que faiblement fluctué depuis le début des années 2000. Pour les femmes, la propension au temps partiel augmente avec le nombre d'enfants à charge et ce d'autant plus qu'ils sont jeunes.

Depuis 2013, le **taux de chômage** des hommes (9,5 % en 2017) est plus élevé que celui des femmes (9,3 %). Les femmes appartiennent en revanche davantage au **halo autour du chômage** (4,3 % d'entre elles entre 15 et 64 ans, contre 3,3 % des hommes de cette tranche d'âge en 2017). ■

Définitions

Parité : la notion de parité constitue le fondement des politiques de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes. Au nom de ce principe ont été édictées plusieurs lois visant à réduire les disparités dans les domaines des salaires, de l'emploi, de l'éducation, de la représentation des femmes dans les instances de pouvoir politique et économique.

Couple, déciles et rapports interdéciles, famille monoparentale, halo autour du chômage, médiane, revenu salarial, sous-emploi, taux d'activité, taux de chômage, temps partiel : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Élections sénatoriales 2017 : un an après, le HCE dresse un bilan contrasté au regard de l'application du principe paritaire », *communiqué de presse*, Haut conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE|fh), septembre 2018.
- « Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2018.
- « Une photographie du marché du travail en 2017 – La baisse du chômage se confirme : - 0,7 point par rapport à 2016 », *Insee Première* n° 1694, avril 2018.
- « Les femmes au parlement en 2017 – Regard sur l'année écoulée », Rapport, Union Interparlementaire, édition 2018.
- « Guide de la Parité », Haut conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE|fh), édition 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Activité et conditions d'emploi selon le sexe et la composition familiale en 2017 en %

	Taux d'activité		Temps complet		Sous-emploi	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Personnes seules	71,4	77,4	77,0	89,9	9,0	4,9
Familles monoparentales	64,7	59,0	69,6	86,2	12,6	7,5
Couples sans enfant	68,4	73,3	73,5	92,3	7,3	2,7
Couples avec enfant(s)	67,8	79,4	67,3	93,9	8,5	2,8
dont : avec un enfant	70,3	79,6	71,7	93,8	8,1	2,9
avec deux enfants	73,0	84,9	67,1	94,8	8,0	2,4
avec trois enfants ou plus	53,4	77,2	58,3	92,4	11,1	3,7
Autres ménages	58,0	66,0	70,3	86,9	12,3	6,4
Ensemble	67,6	75,6	70,4	92,3	8,9	3,5

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15-64 ans (taux d'activité), personnes en emploi de 15-64 ans (temps complet, sous-emploi).
Source : Insee, enquête Emploi.

Distribution du revenu salarial annuel en 2015

en euros courants

	Femmes	Hommes	Ensemble
1 ^{er} décile (D1)	2 110	2 930	2 470
1 ^{er} quartile (Q1)	8 040	11 120	9 250
Médiane (D5)	16 750	20 030	18 370
3 ^e quartile (Q3)	23 630	28 570	26 070
9 ^e décile (D9)	32 270	41 980	37 160
Rapport interdécile (D9/D1)	15,3	14,3	15,0
D9 / Médiane	1,9	2,1	2,0
Médiane / D1	7,9	6,8	7,4

Champ : France hors Mayotte, hors salariés agricoles et apprentis stagiaires, hors salaires versés par des particuliers employeurs.

Source : Insee, Panel tous salariés.

Proportion de femmes élues au parlement dans quelques pays du monde

en % de sièges

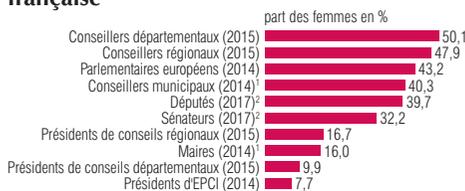
	Chambre unique ou basse		2 ^e Chambre ou Sénat	
Algérie	26		7	
Allemagne	31		39	
Arabie saoudite	20	///	///	///
Australie	29		41	
Bangladesh	20	///	///	///
Bésil	11		15	
Canada	27		46	
Chine	25	///	///	///
Espagne	39		38	
États-Unis	20		23	
Éthiopie	39		32	
France	40		32	
Inde	12		11	
Indonésie	20	///	///	///
Italie	36		35	
Japon	10		21	
Mexique	48		49	
Nigeria	6		7	
Pakistan	21		19	
Royaume-Uni	32		26	
Russie	16		17	
Rwanda	61		39	
Suède	44	///	///	///
Suisse	33		15	
Turquie	17	///	///	///
UE¹	35		///	

1. Parlement européen.

Note : situation au 1^{er} septembre 2018.

Source : Union interparlementaire.

Participation des femmes à la vie politique française



1. Ensemble des communes.

2. Composition du Sénat et de l'Assemblée nationale en novembre 2018.

Sources : Assemblée nationale ; Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ; ministère de l'Intérieur ; Sénat.

Femmes dans la société et sur le marché du travail dans l'UE

en %

	Femmes pour 100 hommes		Part des femmes avec le niveau de l'enseignement supérieur ¹		Part des femmes de 15 à 64 ans dans la population active	
	2000	2017	2000	2017	2000	2017
Allemagne	104,9	102,8	39,1	44,9	43,9	46,5
Autriche	106,9	103,4	41,0	50,3	43,8	47,0
Belgique	104,5	103,1	51,6	54,5	43,0	46,3
Bulgarie	105,2	105,9	59,5	60,6	46,8	46,6
Chypre	103,3	105,2	48,4	58,1	43,2	48,4
Croatie	(e) 107,9	107,2	...	56,9	...	46,2
Danemark	102,3	101,0	51,5	56,7	46,8	47,7
Espagne	104,1	103,8	49,6	53,9	39,7	46,5
Estonie	114,6	113,0	64,1	63,1	48,3	48,1
Finlande	105,0	102,9	55,0	58,3	48,0	48,3
France*	106,1	106,5	52,8	54,7	46,0	48,1
Grèce	103,3	106,2	46,7	53,9	39,9	44,6
Hongrie	110,1	109,6	53,2	57,3	44,7	45,6
Irlande	101,3	102,1	51,5	54,7	(r) 41,2	46,2
Italie	106,5	105,8	48,9	58,2	38,7	42,9
Lettonie	117,1	117,7	56,9	64,6	48,2	49,8
Lituanie	113,6	117,0	57,8	61,3	49,4	50,5
Luxembourg	103,0	99,1	42,9	50,6	39,9	46,5
Malte	102,0	98,7	39,5	49,9	30,1	40,3
Pays-Bas	102,2	101,5	44,6	51,1	43,3	47,1
Pologne	106,3	106,6	56,7	59,7	46,1	45,0
Portugal	107,3	111,2	59,2	62,2	45,6	49,6
Rép. tchèque	105,5	103,4	43,8	53,0	44,9	44,5
Roumanie	104,5	104,6	45,2	53,3	45,9	42,9
Royaume-Uni	105,3	102,7	46,9	52,7	45,6	47,2
Slovaquie	105,7	105,0	48,2	57,3	45,8	45,4
Slovénie	104,8	101,5	55,2	59,4	46,1	46,8
Suède	102,3	99,4	53,6	57,1	48,0	47,8
UE²	105,4	104,6	48,1	53,7	44,0	46,3

1. Femmes âgées de 15 à 64 ans ayant atteint le niveau de l'enseignement supérieur. 2. Source Insee pour la part des femmes dans la population active en 2000. 3. UE hors Croatie pour 2000.

Source : Eurostat (extraction du 26 octobre 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

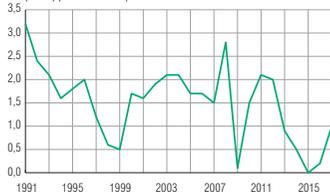
HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales